

Discours de Hans-Gert Pöttering sur le bilan de la présidence luxembourgeoise du Conseil européen (Bruxelles, 22 juin 2005)

Source: Parlement européen, Rue Wiertz, 1047 Bruxelles - Belgique.

Conseil européen / Présidence luxembourgeoise 2005- Bruxelles: Parlement européen - Division de l'Audiovisuel [Prod.], 22.06.2005. Parlement européen, Bruxelles. - VIDEO (00:05:28, Couleur, Son original).

Copyright: (c) Parlement européen

URL:

http://www.cvce.eu/obj/discours_de_hans_gert_pottering_sur_le_bilan_de_la_presidence_luxembourgeoise_du_conseil_europeen_bruelles_22_juin_2005-fr-35de50f9-8fb8-4ee2-aba5-ee7322a7d9e8.html

Date de dernière mise à jour: 06/09/2012

Discours de Hans-Gert Pöttering sur le bilan de la présidence luxembourgeoise du Conseil européen (Bruxelles, 22 juin 2005)

[Hans-Gert Pöttering] Monsieur le Président, Monsieur le Président en exercice du Conseil, Monsieur le Président de la Commission, Mesdames et Messieurs, avant toute autre chose, je voudrais exprimer la sincère gratitude du groupe du parti populaire européen (démocrates-chrétiens) et des démocrates européens à M. Juncker, le président en exercice du Conseil, pour la passion et la conviction avec lesquelles il nous a dirigés, au sein de l'Union européenne, au cours de ce semestre. Pour ce dévouement, cette passion, cette conviction, vous avez toute la reconnaissance du groupe du PPE-DE, Monsieur Juncker. Samedi matin, la déception du président en exercice du Conseil était évidente pour tous, et sa déception était la nôtre. Nous espérons qu'un jour nous pourrions à nouveau nous réjouir tous ensemble de nos réussites, une tâche qui nous incombe à tous dès maintenant. Le fait que le président de cette Assemblée a parlé, il y a quelques instants, de l'occupation soviétique, il y a 65 ans, des trois pays baltes - l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie - est en soi un signe d'espoir. Qui aurait cru, il y a vingt ans, que cette Assemblée compterait des membres venus d'Estonie, de Lettonie et de Lituanie? C'est là un fait si extraordinaire que nous devons, maintenant encore, croire en l'avenir de notre continent. Toute tentative d'analyse doit partir de la situation telle qu'elle se présente actuellement. À ceux qui disent que nous sommes en pleine crise politique, je réponds qu'ils ont certes raison, mais que nous devons prendre sur nous de veiller à ce que cette crise politique ne nous désoriente pas et ne nous pousse pas à agir pour le plaisir d'agir, et que nous devons dès lors répondre avec détermination et volonté. Nous avons foi dans notre Europe et c'est pour cette raison que nous devons avoir la volonté politique de guider cette Europe qui est la nôtre, cette Union européenne, vers un avenir resplendissant. Nous traversons toutefois une double crise de confiance: d'un côté la crise implique différents acteurs du Conseil européen et est en gestation depuis plusieurs années, de l'autre elle affecte la confiance de nombreux citoyens à l'égard des responsables politiques de l'Union européenne. Beaucoup estiment que les choses vont trop vite, et nous devons nous efforcer de conserver et regagner leur confiance. Quel est notre but? Nous voulons une Union européenne forte, efficace et démocratique, et tous ceux qui ne veulent en faire qu'une simple zone de libre-échange au sein de l'Europe auront à se battre. Notre groupe ne veut pas d'une telle Europe: nous voulons une Union européenne forte, efficace et démocratique, qui nous permette de défendre nos intérêts dans le monde. Nous disons la même chose à ceux qui pensent que ce dont nous avons besoin aujourd'hui, c'est de reconstruire des axes. On a entendu une proposition d'Union franco-allemande, tandis que d'autres rêvent à un changement de gouvernance instaurant un axe entre le Royaume-Uni et l'Allemagne. À ceux qui pensent de la sorte, je dirai ceci: au contraire, bien que nous ayons besoin de bonnes relations bilatérales, celles-ci doivent être offertes à l'Union européenne dans son ensemble, et c'est sur la base de cette bonne volonté que nous devons opérer, au sein de l'Union européenne, en tant que communauté. Il est bon d'ajouter que le traité de Nice autorise une coopération renforcée. Si certains pays veulent aller plus loin, ils peuvent le faire dans de nombreux domaines - la politique étrangère et de sécurité, entre autres. En ce qui concerne le traité constitutionnel, nous devons faire notre autocritique. Le référendum du Luxembourg va sans doute avoir lieu le 10 juillet, et je souhaite à cet égard bonne chance au président en exercice du Conseil. Nous disposons maintenant de quelques instants que nous devons mettre à profit pour réfléchir. Plutôt que de faire relâche, profitons du temps qui nous est offert pour réfléchir et veiller à ce que les parties 1 et 2 du traité constitutionnel puissent devenir une réalité juridique et politique à l'issue de ce processus de réflexion. Pour en venir au budget de l'Union européenne, il nous paraît regrettable que nous n'ayons pu obtenir de résultat, mais nous pouvons - y compris M. Böge, qui est présent dans l'hémicycle - tirer quelque orgueil du fait que cette Assemblée est parvenue à composer une proposition, et nous invitons tous les chefs d'État ou de gouvernement à la prendre pour guide et à tenter de procéder aux réformes qui sont nécessaires. Cette Assemblée a déjà donné sa réponse. Ces perspectives financières sont nécessaires - et je dis cela le plus sérieusement du monde - pour les pays d'Europe centrale et orientale qui ont rejoint l'Union européenne le 1er mai 2004 et qui doivent pouvoir compter sur notre solidarité commune pour planifier la manière dont ils vont développer leurs régions les moins avancées. C'est la raison pour laquelle j'espère que nous serons à même de mener à bien ces perspectives financières, que nous devons aux nouveaux États membres de l'Union européenne, sous la présidence britannique. Les députés du groupe du PPE-DE entendent contribuer à la réalisation de cet objectif, et ils le feront dans un esprit de solidarité.